



Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée

131 (2012)

Enseignement supérieur, pouvoirs et mondialisation dans le monde arabe

Sari Hanafi

Les systèmes universitaires au Moyen-Orient arabe

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Sari Hanafi, « Les systèmes universitaires au Moyen-Orient arabe », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 131 | 2012, mis en ligne le 06 décembre 2012, consulté le 05 janvier 2013. URL : <http://remmm.revues.org/7579> ; DOI : 10.4000/remmm.7579

Éditeur : Publications de l'Université de Provence

<http://remmm.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://remmm.revues.org/7579>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© Tous droits réservés

Sari Hanafi*

Les systèmes universitaires au Moyen-Orient arabe

Traduit par Élisabeth Longuenesse

Résumé. En s'attachant aux meilleures universités, cet article entend montrer comment systèmes universitaires et systèmes de production des savoirs sociaux influencent la formation des élites de l'Orient arabe (Égypte, Syrie, Territoires palestiniens, Jordanie, Liban), à travers trois facteurs : la compartimentalisation des activités académiques, la disparition de l'université comme espace public, et les critères de publications promus pour la promotion de carrière. Dans chaque État-nation, les universités ont souvent produit des élites compartimentalisées dont les segments sont hermétiques. Soit ces élites publient sur le plan international, mais périssent localement, soit elles publient localement mais périssent globalement.

Mots clefs : systèmes universitaires, Moyen-Orient, Machrek, recherche scientifique, production des savoirs, fabrication des élites

Abstract. *Publish Globally and Perish Locally Vs. Publish Locally and Perish Globally*

This article attempts to demonstrate how the university system and the system of social knowledge production greatly influence elite formation in the Arab East (in Egypt, Syria, the Palestinian territory, Jordan and Lebanon) by focusing on three intertwined factors: compartmentalization of scholarly activities, the demise of the university as a public sphere and the criteria for publication that count towards promotion. Universities have often produced compartmentalized elites inside each nation-state and they don't communicate with one another: they are either elite that publish globally and perish locally or elite that publish locally and perish globally. The article pays special attention to elite universities.

Keywords: higher éducation, Middle East, scientific research, elite formation, knowledge production

* Department of Sociology, Anthropology and Media Studies; American University of Beirut.

1 L'auteur remercie vivement Élisabeth Longuenesse pour la traduction de cet article. Je la remercie aussi pour ses remarques très pertinentes, ainsi que celles de Vincent Romani et des évaluateurs de cet article.



Depuis l'ouvrage fondateur de Pierre Bourdieu, *Homo academicus* (1964), de nombreux auteurs se sont intéressés au rôle de l'enseignement supérieur et du système universitaire dans la formation de l'élite. L'enseignement supérieur est en effet un lieu essentiel de lutte pour la production de la culture autant que des inégalités sociales (Ringer, 1991 ; Sabour, 1988).

Dans le monde arabe, on trouve différents types d'universités (publiques, privées sélectives, et privées commerciales) qui produisent différents types d'élites dont le lien avec les sociétés qui les entourent est plus ou moins fort.

Dans cet article, je ne vais pas traiter des nouvelles élites qui émergent dans l'Orient arabe, mais je vais plutôt essayer de montrer comment le système universitaire et le système de production du savoir influe sur la formation des élites. Plusieurs éléments sont en jeu : le mode d'admission, les processus de délivrance des diplômes, l'évolution des programmes, les tâches administratives, les services à la collectivité, les compétences en matière de recherche de financement, et enfin, les publications, qui permettent aux universitaires de prétendre à une promotion académique et institutionnelle.

Je traiterai ici de trois aspects du système universitaire : le cloisonnement des activités de recherche, la fin de l'université comme espace public, et la question des critères d'évaluation des publications qui comptent pour la promotion. Ce dernier aspect est le plus important. Le fait de publier est le principal outil de communication pour l'activité scientifique; il concerne la diffusion de la connaissance, la formation, et l'évaluation par les pairs. Il a été largement étudié du point de vue de l'évaluation (l'évaluation de la productivité des chercheurs et des laboratoires, pays par pays, etc.) (Arvanitis et Gaillard, 1992 ; Waast, 1996) mais peu d'auteurs l'ont abordé du point de vue de la structure du pouvoir (Alatas, 2003 ; Keim, 2008, 2011). En reconsidérant le statut de la publication, cette étude s'efforce de mettre en évidence le fait que les publications ne sont pas seulement un élément dans la construction des pratiques de recherche (l'étape finale dans un processus de recherche) mais qu'elles sont aussi un espace structuré qui façonne ces mêmes pratiques de recherche (un élément central qui détermine à la fois le sujet de recherche et le type d'analyse et d'écriture).

On se limitera ici à une analyse de la production dans les sciences sociales. Il y a une différence de réflexivité significative entre les sciences naturelles, où l'objet de la recherche est peu lié au local, et les sciences sociales, où le niveau d'abstraction est plus faible. La recherche en sciences naturelles est en train de connaître un processus d'internationalisation (Larédo *et al.*, 2009), à travers de grands programmes de recherche européens et américains, qui mettent sur pied des équipes internationales et s'appuient souvent sur des chercheurs venant de pays non-hégémoniques. La recherche en sciences sociales est en revanche souvent locale, même lorsqu'elle s'appuie sur des financements internationaux.

Cet article est basé sur une diversité de données et d'enquêtes de terrain. J'ai d'abord réalisé des entretiens dans les pays arabes du Proche-Orient (en Égypte, Syrie, Palestine, Jordanie et Liban) avec 23 sociologues, à propos de leurs

pratiques d'écriture et de leur participation à l'évaluation de collègues en vue de leur promotion. Les entretiens portent sur le récit d'expériences de recherche et de publication, l'importance de l'écriture, les activités entreprises durant le processus de recherche et sur les modalités de la prise de décision dans les revues.

Dans un second temps, 203 CV d'universitaires en sciences sociales égyptiens, jordaniens, syriens, libanais et palestiniens ont été dépouillés. Ces CV ont été collectés durant les 4 dernières années par le biais d'une recherche sur les sites internet des universités, puis complétés par les CV de consultants fournis par le département des ressources humaines de l'ONU, et ceux d'auteurs de manuscrits soumis pour publication à la revue *Idafat, Revue arabe de sociologie* dont je suis le rédacteur en chef. Je n'utilise ces CV que pour voir la langue et le support de publication, la proportion d'articles publiés dans des revues et dans la presse, les rapports non publiés, et finalement la participation à des colloques, ateliers, et conférences grand public et universitaires. Cet "échantillon" ne peut être considéré en aucune manière comme représentatif de la communauté académique arabe moyen-orientale, par conséquent je n'utiliserais par de pourcentage dans mes analyses².

Troisièmement, j'ai analysé les programmes de trente cours de sciences sociales donnés à l'Université Saint-Joseph (USJ), à l'Université Libano-Américaine (LAU) et à l'Université Américaine de Beyrouth (AUB). Quatrièmement, j'ai analysé diverses publications, y compris des rapports annuels d'université ou des publications de l'ONU, pour dégager les caractéristiques de ces publications et les sources utilisées. Enfin, j'ai réfléchi sur ma propre expérience des débats internationaux concernant les questions discutées dans cet article. Comme rédacteur en chef de *Idafat*, et membre du comité de rédaction d'*al-Mustaqbal al-Arabi* (une revue de sciences sociales à comité de lecture s'adressant à un public de lecteurs spécialisés et non spécialisés) pendant trois ans, j'ai eu accès à de nombreux manuscrits de sciences sociales. Par ailleurs, en tant qu'enseignant à l'AUB, je m'appuie sur ma propre expérience et considère cette université comme un étude de cas.

Ce texte ne suit pas la structure classique d'un travail empiriquement fondé, les données viennent plutôt y étayer un argumentaire principalement théorique³.

Le cloisonnement des universitaires selon la langue de travail

L'enseignement supérieur a joué un rôle historique dans la formation d'un certain type d'élite dotée de capital culturel. La transformation récente de l'université,

2 Outre cette question de la représentativité, une recherche sérieuse devrait s'attacher à un travail de codage plus détaillé, portant non seulement sur la forme de la publication, mais aussi sur son contenu.

3 À cause du manque d'espace, je n'ai pas inclut d'extraits conséquents de mes entretiens. Quand une citation apparaît sans référence, cela signifie qu'elle est extraite d'un de mes entretiens.



particulièrement du fait de la marchandisation et de la diversification de ses ressources, examinée dans cette section, a entraîné une diversification des élites, qui sont désormais différenciées selon la langue utilisée.

Il y a trois types d'universités au Moyen-Orient arabe. Le premier type est celui de l'université publique, qui accueille l'immense majorité des étudiants. Ses enseignements sont généralement en langue arabe. Selon le *Rapport arabe sur le Développement Humain* (2003), la censure politique et la répression limitent les approches critiques, particulièrement dans les institutions publiques. La démocratisation de l'enseignement en Égypte et en Syrie (où la gratuité de l'enseignement permet à une grande partie de la population d'y accéder), très rapide après l'indépendance, a entraîné un accroissement du nombre des étudiants, mais pas une élévation de leur niveau. À cela, il faut ajouter les bas salaires, la situation misérable des bibliothèques et la faiblesse des moyens pour l'enseignement, les programmes obsolètes⁴, l'entassement des étudiants, l'absence de ressources pour la recherche, et la faible connaissance des langues étrangères. Ces facteurs font que le niveau de l'enseignement dans ces universités est très problématique.

Le second type est plus ancien : il s'agit d'universités fondées depuis la deuxième moitié de XIX^e s. par des missions étrangères, privées non-lucratives. Les droits d'inscription y sont très élevés et elles attirent les classes dominantes (comme l'USJ, la LAU et l'AUB au Liban, l'American University in Cairo [AUC] au Caire⁵). Ces universités enseignent exclusivement en français et en anglais, elles sont sélectives, et entretiennent un lien évident avec certaines classes sociales. Elles accueillent des étudiants et des enseignants appartenant aux mêmes classes moyennes supérieures. Bourdieu (1984: 214) caractérise le monde académique comme une institution fondamentalement conservatrice, qui reproduit et renforce les distinctions de classe, du fait des attentes et des convictions intériorisées par les enseignants. Cependant, cette remarque s'applique plus aux universités privées qu'aux universités publiques. Certaines de ces universités ont des chartes (*mission statement*) qui définissent clairement leur mission comme visant à servir les peuples de la région (c'est le cas de l'AUB et de l'AUC), alors que d'autres se donnent pour mission de former leurs étudiants pour le marché global (comme la LAU).

Enfin, depuis le début des années 1990, beaucoup de pays de la région ont fait le choix de la privatisation de l'enseignement. Tandis que les universités privées non lucratives du Liban remontent au XIX^e siècle, la Jordanie a ouvert la première université à but lucratif en 1990, et a été suivie par l'Égypte, la Syrie et les pays du Golfe.

Ces trois types d'université ne produisent pas nécessairement des types d'élites et de savoirs identiques, elles révèlent certaines des logiques de classification qui seront discutées dans la suite de cet article, même si les frontières peuvent

4 Voir par exemple Badawi (2009), sur la triste réalité des programmes de sociologie en Égypte.

5 On peut aussi citer une université plus récente, l'Université Islamique de Médine (Arabie Saoudite), fondée en 1961.

être parfois brouillées entre ces trois types; comme lorsque certaines universités publiques créent des filières privées.

Avec la transformation des relations entre les trois éléments du tryptique fameux d'Henry Etskowits et Loet Leydesdorff (2000) – université, industrie, gouvernement – l'éducation est désormais considérée comme un bien privé plutôt qu'un bien public. Face aux réductions budgétaires et à l'intensification de la compétition, les universités publiques et privées au Moyen-Orient arabe ont réagi en mettant en place des solutions relevant d'une logique de marché, passant par la standardisation et la privatisation. Elles ont passé des accords avec des entreprises privées et ont transformé l'éducation en marchandise, à travers l'enseignement à distance (pour d'autres régions, voir Bok, 2003; Kirp, 2003). Mamdani (2007) estime que si la privatisation (i.e. l'entrée d'étudiants parrainés par des entreprises privées) est compatible avec une université publique dont les priorités sont publiquement établies, la commercialisation (l'autonomie financière et administrative d'une faculté, lui permettant de définir un programme de formation répondant aux demandes du marché) mène inévitablement à une situation où le marché définit les priorités des universités publiques. L'objectif premier est alors de faire de l'université une entreprise développant des relations avec les secteurs productifs de l'économie (Clark, 1998). La transformation de l'éducation en outil du développement industriel, combinée avec la vision souvent rétrograde de ces institutions d'élite, a aliéné les chercheurs en sciences sociales (Sultana, 1999 : 24). Certaines de ces universités publiques, comme en Syrie, sont souvent bien meilleures que les nouvelles universités privées. Mamdani (2007) met en garde contre le fait que la commercialisation des universités publiques débouche sur la subversion des institutions publiques à des fins d'intérêts privés. Tandis que les universités commerciales ont souvent attiré les classes moyennes et supérieures, la qualité de l'enseignement y est souvent problématique⁶, et elles produisent une élite qui n'est pas compétitive sur le marché global.

Cette transformation s'accélère produisant aujourd'hui un boom de l'enseignement supérieur dans le monde arabe. Il se caractérise par un double processus de privatisation et de globalisation. Deux tiers des nouvelles universités fondées au Moyen-Orient depuis 1993 sont privées, et un nombre croissant (au moins 50) sont des branches d'université occidentales, principalement américaines (Romani, 2009 : 4). Alors que les campus offshore (la Cité éducative de Qatar, le Campus de Dubai⁷) peuvent protéger l'université de leur environnement conservateur, il en résulte une tendance des universités à se couper de leur société. Le parachutage de telles structures n'encourage pas la recherche, et les sciences sociales sont particulièrement marginales dans ces institutions. Pour Vincent

6 Pour un exemple, voir le rapport de la Délégation Académique sur les Universités privées arabes dans Al-Eid (2009).

7 Des branches d'universités étrangères comme Carnegie Mellon, Texas A&M, Weill Cornell, La Sorbonne, ont été ouvertes sur ces campus.



Romani (2009 : 5), il est hautement improbable que la multiplication de nouveaux sites universitaires puisse échapper au conflit entre nationalisme et nécessaire internationalisme de ces projets. Au niveau du langage, les universités nationales enseignent souvent les sciences sociales en arabe, tandis que les universités privées utilisent le français et/ou l'anglais. Les universités privées ont recours à ce que Zughoul (2000) désigne sous le nom d'“adaptation innovante” avec les conférenciers et les étudiants qui mélangent l'arabe et l'anglais (ou le français). De nombreux chercheurs ont montré, surtout pour l'Afrique du Nord, non seulement que le passage d'une langue à l'autre (*code switching*) est fréquent, mais aussi qu'il est instinctif et produit un flux aisé de langage qui s'ajuste aux niveaux de compréhension des étudiants (Sultana, 1999 : 32).

Ces nouvelles tendances du développement universitaire dans les pays arabes, stimulés par la marchandisation et la privatisation, ont donc un impact sur la langue de l'enseignement et la formation des élites, qui mérite que l'on y prête attention.

Le Rapport sur le développement humain dans le monde arabe (UNDP, 2003) souligne combien les pays arabes traduisent peu de et vers les autres langues. Le dommage causé par l'absence d'un effort de traduction est tout à fait flagrant : l'enseignement dans une seule langue (en arabe, français ou anglais), pour les uns, la déconnexion entre les avancées culturelles et scientifiques ou, pour les autres, l'absence d'ancrage dans le contexte local, ont provoqué un isolement des jeunes générations de diplômés des universités publiques à l'égard des débats internationaux. De façon générale, le clivage linguistique correspond à une division du travail inégale où la production en arabe est essentiellement locale, peu abstraite, et de peu de pertinence au regard des débats internationaux. Ces observations sont basées sur une évaluation des articles soumis aux revues *Idafât* et *Al-Mustaqbal al-Arabi*y depuis le début de 2007.

Bien que la langue soit un marqueur d'identité hautement symbolique, les universitaires plurilingues ont des identités multiples qui leur ouvrent les portes de programmes de recherches plus larges et d'un engagement non seulement dans les contextes locaux et régionaux, mais aussi internationaux. La langue d'enseignement ne peut pas être choisie uniquement sur la base de facteurs politico-culturels, liés à la formation de l'identité nationale, pour gagner l'indépendance politique. Il y a aussi une composante socio-économique qui implique la reconnaissance des problèmes liés au manque de ressources qui limite la production de manuels, comme de ceux qui découlent des stratégies commerciales des éditeurs des grandes universités (Sultana 1999 : 31). La production dans deux langues, surtout par la traduction, permet aux universitaires arabes d'être lus à la fois par un public arabe et par un public international. Une expérience récente dans la région le confirme⁸. Ainsi,

8 Par exemple, la traduction en arabe de 150 ouvrages classiques et théoriques de l'anglais, de l'allemand et du français par les éditions de l'Institut Arabe de la Traduction ont connu un véritable succès si l'on en juge par le nombre de copies vendues dans le monde arabe depuis la création de cet institut en 2000 (entretien avec l'éditeur en janvier 2010). De même, depuis 2006, le Centre d'Études de l'Unité Arabe a co-édité avec

il y a différents marchés pour différentes langues, mais l'anglais reste un outil pédagogique essentiel pour suivre le développement de sciences. Pour autant, il n'y a pas de raison d'avoir un plan de cours (*syllabus*) sans référence aux publications arabes. Une étude de 30 plans de cours de sciences sociales utilisés à l'USJ, la LAU ou l'AUB, montre qu'il est extrêmement rare (à l'exception de deux cas) de trouver des références arabes, même comme lecture secondaire.

Toutefois, comme le signalent nombre de nos interlocuteurs, le cloisonnement des langues utilisées par les universitaires ne signifie pas que l'on ne peut pas trouver un moyen de mélanger manuels et références anglaises et arabes. On peut attendre des universités enseignant en anglais d'être un pont reliant les sciences sociales locales à la scène internationale, mais elles ne deviennent des institutions globales que dans le sens où elles ont accès aux conventions et aux ressources globales, sans pour autant participer nécessairement à la production de la science globale. Bien plus, ces universités contribuent à l'isolement des étudiants et des enseignants vis-à-vis de leur société. Georges Soros (2002) et Joseph Stiglitz (2002) ont reconnu les pièges de la globalisation, et plus particulièrement le fait que l'internationalisation de l'enseignement supérieur crée et/ou accroît les inégalités et les injustices qui préexistent dans les sociétés du sud. Ce processus a entraîné une homogénéisation des programmes. Knight (2008) et Yew (2009) suggèrent que les difficultés du travail à l'international exigent des savoirs, des attitudes, des compétences et une compréhension supplémentaires des dimensions internationales, interculturelles et globales de l'enseignement supérieur.

Au Liban, tandis que la société est fragmentée selon des lignes confessionnelles et nationales, la langue vient renforcer ces divisions. Connaître une langue étrangère devient une source d'intégration au niveau global, et d'isolement au niveau local. Ces universités d'élite produisent une hybridité orientée uniquement vers la production, ce qui entraîne une aliénation à l'égard de la société nationale, donc une situation de marginalité. Les sociologues au Liban ne parlent pas entre eux : l'Université Libanaise parle à sa société, tandis que l'AUB, la LAU et l'USJ parlent au monde. Les lieux de rencontre sont rares.⁹

En bref, la privatisation et la marchandisation de la connaissance ont créé des hiérarchies entre universités et entre élites parlant des langues différentes, et un cloisonnement des universitaires selon leur langue d'interaction. En plus de cela, on observe une segmentation des activités en sciences sociales que nous allons maintenant étudier.

Routledge (Londres) la revue *Arab Contemporary Affairs*. La revue vise à présenter la production arabe en sciences sociales traduite en anglais pour un public international.

⁹ Le président de l'Association libanaise de sociologie s'est plaint de ce que les professeurs de l'AUB n'étaient pas intéressés à adhérer à l'association et la regardaient de haut.



La cloisonnement des universitaires selon le type de recherche

Pour traiter de ce second type de cloisonnement, j'utilise la typologie à quatre dimensions élaborée par Michael Burawoy pour la sociologie, et en l'appliquant plus largement à toutes les sciences sociales. Burawoy distingue quatre types de sociologies : deux concernent un public universitaire (la sociologie critique et la sociologie académique), et les deux autres s'adressent à une audience plus large (la sociologie publique et la sociologie experte)¹⁰. La sociologie académique consiste en « un ensemble de programmes de recherche entrelacés, chacun avec leurs hypothèses, leurs exemples, leurs questions, leurs appareils conceptuels et leurs théories » (Burawoy, 2005 : 10). La sociologie critique examine les fondations – explicites et implicites, normatives et descriptives – des programmes de recherche de la sociologie académique. La sociologie publique « entraîne la sociologie dans un échange avec les publics, entendus comme des gens qui sont eux-mêmes impliqués dans un échange entre eux. Ce qui implique donc une double conversation » (Burawoy, 2005 : 8) et des relations réciproques dans lesquelles un dialogue significatif alimente une éducation réciproque, qui non seulement renforce de tels publics, mais aussi enrichit le travail sociologique lui-même et aide à définir des programmes de recherches. La participation de la société locale à la formulation des propositions de recherche, autant que des ateliers avec différents partenaires pour la diffusion des résultats de la recherche sont des formes à travers lesquelles les spécialistes des sciences sociales peuvent interagir avec le public et déterminer la pertinence de sujets d'études, tant pour les besoins de la société que du public.

La science sociale « publique » a ainsi quatre niveaux : premièrement, celui qui privilégie la méthode de l'intervention sociologique¹¹ et la recherche-action; deuxièmement, le travail de vulgarisation de la discipline, montrant comment elle est reliée au monde social, culturel et politique qui l'entoure ; enfin, la parole, l'écriture, l'engagement pour quelque chose de plus large que la discipline d'origine du chercheur (Lightman, 2008). Ici, sans nécessairement épouser une cause de façon acritique, nous devrions admettre la posture normative du chercheur public (Marzouki, 2004 ; Wiewiorka, 2000).

Enfin, le but de la sociologie experte/d'expertise est de fournir des solutions aux problèmes présents dans la société, ou de légitimer des solutions déjà mises en œuvre. Certains clients (organisations internationales, ministères, etc.) requièrent souvent des études spécifiques pour leur intervention, avec un contrat étroit (Burawoy, 2005 : 9).

Tandis que les quatre types de science sociale sont également représentés et

¹⁰ Michael Burawoy parle en anglais de *Critical Sociology*, *Professional Sociology*, *Policy Sociology* and *Public Sociology*. Pour la traduction de ces termes en français voir M. Burawoy, « Pour la sociologie critique », in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Dossier sociologie Publique. (Note de la traductrice)

¹¹ Cette méthode est développée par Touraine (1981).

débat en Europe (cf. par ex. Pierre Bourdieu, Alain Touraine et Michel Wieviorka) et partiellement en Amérique du Nord (cf. Michael Burawoy, Herbert Gans et David Riesman), cela n'est pas le cas au Proche-Orient arabe. L'absence de dialogue concernant ces questions dans le monde arabe est manifeste quand on regarde la proportion d'articles de revues, d'articles de journaux et de rapports non publiés dans les CV des sociologues arabes. Cette recherche montre que les universitaires se spécialisent dans un type de production et qu'il n'y a pas de débat entre eux.

Si l'on regarde le profil des chercheurs, les « sociologues critiques » ont généralement plus de 50 ans. Généralement les universitaires seniors ne font pas de recherche de terrain. Les chercheurs publics (*public social scientists*) et les chercheurs experts (*policy social scientists*) sont souvent des hommes. La compétition et l'agressivité sur le marché du conseil expliquent peut-être ce biais.

Certains chercheurs académiques ou critiques que j'ai interviewés expriment une attitude condescendante à l'égard de la sociologie publique ou appliquée. Pendant longtemps, les chercheurs professionnels ont adopté une position de neutralité objective, et mis de côté leurs responsabilités éthiques en évitant tant d'exprimer leur point de vue (pour ou contre) dans des forums publics, que de faire pression sur les personnalités officielles. Cette attitude est la plus manifeste lorsqu'il s'agit d'enseignants des universités d'élite. Un coup d'œil au profil des consultants réalisant une recherche de type appliqué pour l'État ou les organisations internationales révèle que les trois quarts n'ont jamais publié dans des revues académiques, on ne trouve pas trace de travail de terrain dans leur CV et la plupart recycle le travail des autres. Ces consultants semblent manquer de toute capacité réflexive un peu consistante.

La compétition est inégale entre les chercheurs pratiquant la recherche appliquée et les autres, du fait de l'intervention des organismes donateurs, qui favorisent les premiers, qualifiés de « sociologues experts », au détriment des seconds. Cela reflète ce que Lee & al. (2005) appellent le mariage tumultueux entre science sociale et politique sociale, ou les règles de la conjugalité ne sont jamais clairement établies ni négociées entre les parties. Par exemple, les agences de l'ONU produisent parfois une connaissance à visée appliquée (*policy knowledge*) auto légitimée et déconnectée de la recherche professionnelle. Parmi les références (autres que statistiques) du *Rapport sur le Développement Humain Arabe* de 2009 (UNDP, 2009), 12 sur 242 seulement renvoient à des travaux universitaires publiés, et 113 (47%) à des documents publiés par l'ONU.

Tableau : Sources des Références dans le Rapport sur le Développement Humain Arabe de 2009 (UNDP)

	Nombre de citations	%
Documents de l'ONU	113	47
Docs d'autres organisations internationales	40	17
Documents sur internet	30	12
Études universitaires	30	12
Documents officiels	21	9
Presse	8	3
Total	242	100



Les CV révèlent que les sociologues publics dans le monde arabe sont souvent déconnectés des sociologues académiques. Ils deviennent des spécialistes d'une question que les médias ou les institutions publiques leur demande de traiter. J'ai regardé les programmes télévisés sur certaines chaînes arabes (al-Jazeera, al-mustaqbal [Futur TV], Télévision Syrienne, Télévision Palestinienne, al-Arabiyya) durant l'année écoulée, pour y repérer la présence de sociologues arabes publics. J'ai relevé un petit nombre d'entre eux, interviewés sur différentes questions, parfois reliées à leur domaine de compétence, mais souvent pas du tout. En explorant les CV de ces universitaires friands des médias, on observe qu'ils n'ont guère produit de travaux de recherche. De même, il est rare de trouver des livres écrits par des sociologues qui soient lus au delà du monde académique et deviennent un vecteur de débat sur la nature des sociétés locales ou arabes – leurs valeurs, le fossé entre promesses et réalités, les tendances, et le malaise qui les caractérisent. Nombre d'universitaires ont étudié la figure de l'intellectuel et sa relation au monde académique et à sa société. Pour Hisham Djait (2001), tandis que l'intellectuel européen est en phase avec ses traditions, les intellectuels arabes ont déserté les leurs. Ali Harb (1996) et Abdul-Elah Balqiz (1999) se plaignent que les intellectuels arabes soient plus des intellectuels engagés dans des courants politiques que des penseurs critiques inscrits dans le monde académique.

Ayant dit cela, je ne prétends pas suggérer que tous les universitaires devraient pratiquer les quatre types de recherches. Mais un trop grand cloisonnement risque de produire de la médiocrité dans chaque type de science sociale et aussi de rendre la recherche plus élitiste et peu pertinente (Alatas, 2001), car déconnectée de la demande sociale. Or les structures telles qu'universités, agences de financement, et médias, poussent dans le sens d'une telle spécialisation. Dans ce qui suit, je vais montrer que l'université est ainsi déconnectée de la sphère publique.

La fin de l'Université comme espace public

L'université est-elle un bien public ou un espace public ? Nombre de mes interlocuteurs ont souligné que beaucoup d'enseignants d'université dans les universités arabes publiques, privées commerciales, ou privées sélectives évitent de s'engager dans les mouvements sociaux ou dans le débat public, et conçoivent l'université comme un espace « apolitique ».

Les universités arabes ne constituent pas souvent un espace public, au sens d'un espace où de nouvelles idées peuvent être testées et discutées. Elles s'isolent de la cité, évitant le risque de susciter l'animosité de certains groupes sociaux. Avant 1970, ce n'était pas le cas. Le changement de l'AUB au Liban en est un exemple très éclairant.

Historiquement (avant les années 1970), l'AUB jouait un rôle majeur dans la production scientifique critique (Myntti *et al.*, 2009). Les intellectuels critiques, réformistes et nationalistes engagés dans le débat public, traitaient de questions sensibles à propos de l'histoire arabe, de l'interprétation du Coran, de l'éducation

des femmes et de l'unité arabe¹². Or, depuis le début des années 1980, la priorité financière et institutionnelle s'est déplacée des départements d'histoire, de philosophie, d'études sur le Moyen-Orient, au profit des écoles d'ingénieur et de commerce. Alors que l'AUB était autrefois un espace de pensée critique, défiant les idées reçues, et engagé dans le débat public, un certain nombre de mes interlocuteurs ont rapporté que les administrateurs étaient devenus méfiants, du fait du caractère sensible de certains de ces engagements. Certains membres de l'administration demandent que les enseignants ne révèlent pas leur appartenance à l'université quand ils écrivent des articles destinés au grand public et ajoutent même un avertissement précisant que leurs opinions n'engagent pas leur institution. D'autres leur demandent de ne pas utiliser la messagerie de l'université quand ils signent des pétitions traitant de questions de société. Certains membres du corps enseignant ne mentionnent pas dans leur CV les écrits qu'ils publient dans la presse, non seulement parce qu'ils ne comptent pas pour la promotion, mais aussi parce que certains de leurs collègues considèreraient qu'ils se dispersent ou touchent à tout.

Tandis que les universités nationales étaient lourdement contrôlées par l'État d'une façon qui ressemblait fort aux campagnes maccarthystes et étaient explicitement invitées à ne pas s'impliquer dans la société, la commercialisation de l'enseignement supérieur en a fait un espace d'interaction avec les demandes du marché, mais pas avec la société. Par exemple, la place des programmes d'enseignement en sciences humaines rétrécit comme peau de chagrin et ceux-ci se réduisent à la formation générale minimum requise pour compléter les programmes des autres filières.

Dans certaines universités de la région, une nouvelle tendance a cependant émergé avec la création de centres d'engagement citoyen ou de service social (comme à l'AUB et à l'USJ au Liban, ou à l'AUC au Caire). L'AUB a ainsi vu plusieurs initiatives, dont six valent la peine d'être mentionnées : le Centre d'engagement citoyen et de service social¹³, l'Initiative de voisinage¹⁴, l'Institut

12 Le cas de l'historien Constantin Zureik est révélateur. Quand il était professeur à l'AUB dans les années 1940, il écrivait des livres fondamentaux en arabe à propos de sa société. Affecté par la guerre de Palestine de 1948, il a qualifié cette perte de *nakba* (catastrophe) (expliquant que ce n'était pas seulement une destruction de la Palestine comme entité géopolitique, mais aussi celle de communautés entières) dans son petit livre *The Meaning of the Nakba* (Zureik, 1948). Il a aussi écrit des livres sur le nationalisme arabe (par ex. *The Manifesto of Arab Nationalism*). En même temps, il animait de petits séminaires culturels fermés, où il s'adressait à un nombre limité d'étudiants (20 à 30), à propos du nationalisme arabe, de la nation arabe, et de comment et pourquoi elle devrait naître (Kawar, 2008).

13 Ce centre a trois principales missions : soutenir les initiatives de recherche orientées vers le local ; le développement et l'encouragement d'activités d'éducation populaire ; et l'organisation de programmes de volontariat étudiant (Myntti *et al.*, 2009).

14 L'AUB espérait que cette initiative jouerait trois rôles dans sa communication avec son environnement immédiat : premièrement, favoriser une atmosphère dans laquelle le changement serait possible grâce à des événements publics qui démontreraient l'engagement de l'AUB envers son environnement ; deuxièmement, offrir des incitations aux enseignants et aux étudiants à étudier des problèmes concernant leur quartier et finalement, susciter des changements positifs et durables grâce à une focalisation stratégique sur des projets qui auraient des effets secondaires positifs (Myntti *et al.*, 2009).



Issam Farès de Politique publique¹⁵, *City Debate* (Débats de la cité)¹⁶, et le Café sociologique¹⁷.

Malgré ces nombreuses initiatives, les enseignants sont encore confrontés à de nombreux défis. Les enseignants de l'AUB ont signalé que certains doyens et administrateurs n'évaluent pas positivement ces efforts des enseignants. Ils ont mis en lumière un paradoxe : alors que l'AUB veut se donner une image d'engagement citoyen, cela ne compte jamais dans l'évaluation des enseignants. Que dire donc du système de promotion?

Les universités ont trois critères de promotion : la production scientifique, l'enseignement, et la participation à la vie de l'université et à son développement. Le dernier critère est décrit comme suit dans le règlement de l'université : « ce critère vise deux types de services: a) Les initiatives pour améliorer la qualité de l'enseignement dans la Faculté et l'Université; ce qui peut prendre la forme de l'introduction de nouveaux cours et programmes dans le département de l'intéressé, la contribution au programme de formation de licence, la recherche de financement, les activités au service de la société, et b) La participation au sein de l'université et de la faculté à des comités s'occupant de la gestion des affaires d'intérêt général » (source : Document diffusé par voie électronique). Bien que les « activités au service de la société », et la vulgarisation (*outreach*) soit mentionnée, les interviewés rapportent que « les réalisations répondant à ce critère sont rarement discutées dans les réunions d'évaluation des dossiers de promotion, que ce soit au niveau d'un département, d'un comité consultatif, ou à un niveau supérieur ». Si un enseignant s'engage dans une activité sociale, sa rigueur et sa réputation deviennent souvent suspects.

En bref, et selon Myntti *et al.* (2009:13):

Les discussions internes existent, sur la façon dont il faut procéder, mais en général, ce qui est intéressant c'est de voir à quel point la notion de service est conçue de façon restrictive. Ce n'est pas tant la valeur du service qui est discutée – comme acte de citoyenneté – mais comment il peut contribuer à construire le capital financier, politique et social de celui qui le rend dans des comités d'experts, des comités de rédaction ou des participations aux médias.

15 Fondé en 2007, ce centre vise à connecter la recherche à l'action publique et à la société. Par exemple, le programme « Action publique et gouvernance dans les camps de réfugiés palestiniens » a été l'occasion d'inviter un certain nombre de personnes concernées et de parties prenantes dans un débat sur les questions concernant les camps de réfugiés dans la région.

16 « City Debate » est un atelier annuel organisé dans le cadre du diplôme en urbanisme du département d'architecture et de design. L'idée est venue de la conviction que l'urbanisme doit être un processus englobant, impliquant une variété de parties prenantes, incluant les professionnels de l'architecture et du développement les ONG, comme les groupes environnementalistes, et bien sûr le public de ceux qui viennent au sein de l'environnement urbain et l'utilisent.

17 Le Café sociologique vise à créer un forum de débats informels entre étudiants et professeurs autour de questions sensibles de la vie au Liban et dans la région. Un orateur invité ouvre généralement la discussion. De 2006 à janvier 2010, 27 rencontres ont été organisées.

Je vais maintenant étudier la façon dont les publications sont évaluées dans le système de promotion, et les problèmes qui en découlent.

Le système de classement dans la procédure de promotion

L'université a un rôle non seulement dans la production mais aussi dans la légitimation du savoir (Stevens *et al.*, 2008 : 129). Elle oriente la recherche par le biais du financement, ou par l'encouragement d'un certain type de recherche dans la promotion des enseignants (voir par ex. Slaughter, 1993). La production scientifique est clairement le critère le plus important pour la promotion. Par exemple, selon la réglementation de la Faculté des lettres et sciences de l'American University of Beyrouth (AUB),

la recherche (*research output*) devrait suivre une norme internationale dans les domaines qui sont considérés pertinents et contribuant au savoir dans un domaine de recherche défini. Surtout, le travail devrait être publié dans des revues académiques reconnues, référencées internationalement. Dans le cas de livres, la qualité de l'éditeur, la procédure d'évaluation, les recensions qui en sont faites, seront prises en considération¹⁸.

Bien que les revues régionales ou locales ne puissent entrer en compétition avec les revues reconnues internationalement, elles ont la possibilité de susciter un débat localement et régionalement.

Mais cette réglementation ne pose pas la question de la langue. Dans les réunions où sont discutées les promotions, certains enseignants rapportent que « les articles en arabe ne sont pas comptés », ou sont négativement et qualifiés de « locaux ». Le rapport annuel 2008 de la Faculté des lettres et sciences de l'AUB montre clairement le faible nombre de publications en sciences sociales en arabe (seulement 3 des 245 articles, et 2 sur 27 livres)¹⁹. L'Université américaine de Sharjah (Émirats Arabes Unis) exige, parmi les critères d'évaluation de la recherche, que certaines activités de recherche soient de la « recherche spécialisée appliquée aux besoins des Émirats ». Pourtant, il n'y a aucun encouragement à publier dans des supports locaux ou régionaux

Comment en sommes-nous arrivés là ? Cela est dû aux règles qui entourent la promotion et à la pratique des professeurs établis, à savoir à la logique de la reproduction du corps (Bourdieu, 1984 : 84), et à l'hégémonie d'une pensée

18 Ce règlement mentionne aussi que : « En général, la promotion au rang de professeur associé exige un minimum de 6 publications individuelles (ou équivalent). Les publications mineures (notes, communications, comptes-rendus d'ouvrages, posters, etc.) seront pris en considération au cas par cas. Dans tous les cas, une mesure de pertinence et d'opportunité doit être faite, chaque fois que possible, selon les citations des articles concernés. Pour la promotion au rang de professeur, huit publications sont exigées ».

19 Source: [www.aub.edu.lb/fas/fas_home/faculty_and_research/Pages/annual_report.aspx].



orthodoxe. Le monde universitaire se définit par le contrôle des mécanismes de recrutement des nouveaux enseignants dans ses rangs. La sélection et le formatage de ces nouveaux enseignants sont au cœur de l'exercice du pouvoir dans la création continue du monde universitaire. J'ai tendance à blâmer le corps plutôt que les réglementations instituées. Même si les réglementations n'encouragent pas les enseignants à s'investir pour diffuser leur recherche au delà des revues scientifiques, le corps n'oppose pas de résistance. Pire, selon certains enseignants interrogés, cette pratique est l'expression de l'arrogance vis à vis des collègues plus que l'effet de la réglementation. Ceci n'empêche pas que d'autres facteurs rendent la publication en arabe difficile, comme le petit nombre de revues scientifiques à comité de lecture dans le monde arabe.

Si ce problème est particulièrement aigu dans les universités privées sélectives du monde arabe, un problème similaire se rencontre dans une grande partie des pays du sud. En Afrique du sud par exemple, Tina Uys (2009) note que le système de classement de la production scientifique, censé promouvoir la compétitivité internationale, pose des problèmes majeurs pour l'insertion de la recherche dans le tissu local.

Les objectifs du système de promotion sont de prouver l'isomorphisme institutionnel avec les meilleures universités américaines, mais cet objectif ne devrait pas être le seul. L'adaptation au contexte social est aussi très importante. Dans la théorie de l'isomorphisme institutionnel de DiMaggio et Powell's (1983), l'isomorphisme est un processus contraignant qui oblige une unité dans une population à ressembler aux autres unités qui sont confrontées au même ensemble de conditions environnementales. Je ne suis pas contre emprunter des formes institutionnelles à l'Amérique du Nord, mais je suis opposé à une imitation non critique des institutions américaines, surtout que le monde arabe est confronté à un ensemble très différent de conditions environnementales. En outre, ce processus d'isomorphisme ne tient pas compte de l'hétérogénéité du système américain, et néglige le fait que la comparaison ne porte que sur un très petit nombre d'universités d'élite.

Les classements basés sur les publications dans les revues internationales et reposant sur l'évaluation d'experts internationaux entraînent la recherche loin des problèmes d'importance locale et nationale. Un professeur de science de l'éducation à l'AUB rapporte que nombre d'articles sont déformés pour correspondre au cadre de référence d'un public international et ainsi perdent leur fil conducteur et leur capacité à susciter un débat au niveau national et régional. D'autres enseignants se plaignent que les rapports des évaluateurs rejettent leur manuscrit comme « non pertinent pour un public américain », « mélangeant démarche universitaire et plaidoyer », ou parce que « les travaux américains importants ne sont pas cités ». Ceci signifie que les chercheurs locaux du nord deviennent internationaux, alors que les chercheurs locaux du sud sont obsolètes. Wiebke Keim, en se basant sur des études bibliométriques, confirme la marginalisation de la production scientifique locale en sciences sociales : « Pouris (1995), par exemple, applique cette méthode à l'étude des sciences sociales à l'échelle internationale, et observe que 90% des

articles contenus dans le Social Science Citation Index proviennent de 10% des pays du monde » (Keim, 2008).

L'idée de simplement publier dans les revues internationales relève d'une interprétation moderniste de la production de savoir objectif sur « qui, quoi, quand, où, pourquoi », d'un « point de vue de nulle part », tandis que l'attention devrait être attirée vers un savoir considérant les questions situées « pour qui, pour quoi, pour quand, pour où », et « à partir de quel point de vue », comme inséparable du projet analytique et non simplement une affaire concernant l'analyste seul (Lee *et al.*, 2005). La science sociale publique est une façon d'écrire et une forme d'engagement intellectuel qui ne peut s'inscrire dans le cadre d'une publication dans une revue internationale à comité de lecture, surtout si l'on considère le délai (parfois 2 ans) de publication. Les conséquences sont la rétraction du travail de terrain et de l'analyse textuelle, en faveur d'une analyse théorique et statistique.

L'exigence imposée aux chercheurs de publier exclusivement au niveau global les fait périr au niveau local. Quel intérêt d'être un chercheur jouissant d'une reconnaissance internationale considérable par ses pairs, pour la qualité et l'impact de ses récents travaux de recherche, si on est inconnu localement ? De nombreux sociologues au Liban et dans le monde arabe se trouvent dans cette position. Les revues à comité de lecture sont à l'évidence très marquées par un jargon académique qui ne rend pas la sociologie accessible à un large public, au contraire de ce que certaines revues souhaiteraient. Dans l'éditorial de la première livraison de *l'American Journal of Sociology*, Albion Small exprimait le souhait qu'à la fin du XX^e siècle sa revue soit accessible au grand public, mais jusqu'à présent, cette revue, comme les autres, a échoué dans cette mission (Haney, 2008). Les revues à comité de lecture devraient être un débouché de la production en sciences sociales important pour le débat au sein de la discipline, mais ne devraient pas être le seul espace de publication. Les chercheurs japonais et allemands ont atteint un certain équilibre dans ce domaine. Bien qu'influencés par les modèles occidentaux, leurs institutions de recherche en sciences sociales ne mesurent pas leur réussite à la seule aune des publications dans les périodiques internationaux en anglais (Alatas, 2003 : 606).

Devenir un chercheur global ne se fait pas sans un coût en terme de contenu ou de forme d'écriture. Ainsi, il est parfois difficile de publier des articles critiques à l'égard de la pensée occidentale dominante dans les revues centrales du champ (ie *l'American Journal of Sociology*, *American Sociological Review*, *Social problems*, *Social Forces* ou *Rural Sociology*). Certains de mes interlocuteurs ont mentionné par exemple « combien il est difficile de publier dans de telles revues un article sur les classes sociales ou une critique radicale des pratiques coloniales israéliennes ». Concernant l'écriture, les systèmes de classement ne prennent pas en considération les publications dans des revues scientifiques non orthodoxes comme les revues littéraires. Les standards internationaux imposent un modèle stylistique et une structure de l'argumentation. Si nous adoptons la distinction classique de Wolfe (1990) entre deux modèles idéotypiques : le « modèle scientifique ou



expérimental », et le « modèle littéraire »²⁰, nous constatons qu'un universitaire trouvera difficilement une revue acceptant un mode d'écriture littéraire.

Les systèmes de classement n'ont d'autre part pas intégré les nouveaux médias. La prolifération de publications et de ressources sur internet a massivement changé la façon dont les informations sont diffusées. Pour les revues académiques, l'internet offre une opportunité de rendre les articles accessibles aux abonnés et à un public plus large, en faisant disparaître le délai inévitable d'une publication imprimée. Cependant, les entretiens montrent que dans certaines universités les critères de promotion classent ces revues bien en dessous des revues sur papier.

En bref, dans les universités privées, au lieu d'évaluer la recherche, la standardisation internationale des résultats de la recherche et le système de classement a fini par simplement compter le nombre des publications. Un article basé sur deux ans de travail de terrain vaut une revue de la littérature. Une fois que les résultats sont identifiés, il n'est pas nécessaire d'évaluer ce qui s'est passé avant (méthodologie et étapes de la recherche) ou après (diffusion du savoir auprès du public ou valorisation de ces résultats pour une expertise).

Tandis que les universités d'élite sont souvent orientées vers le niveau global, les universités nationales ne sont orientées que vers le local. Les enseignants publient très peu dans les revues internationales et dans des langues autres que l'arabe²¹. Dans le premier cas, le problème est que publier globalement signifie périr localement (*publish locally and perish locally*), dans le second, publier localement, signifie périr globalement (*publish locally and perish globally*). C'est le profil du chercheur moyen dans l'Orient arabe, d'après une analyse des CV, mais cela ne signifie pas qu'il n'y a pas d'autres universitaires capables de jeter un pont entre le local et le global. Déjà, les conditions pour mener une activité de recherche dans ces universités sont très difficiles : les bibliothèques sont pauvres, et les salaires sont bas²². Il en résulte non seulement un manque d'intérêt, mais aussi une difficulté objective à satisfaire les critères des revues internationales. Un coup d'œil aux CV des enseignants en sciences sociales dans les universités publiques révèle que ceux qui publient dans les revues en langue anglaise ou française sont ceux diplômés des universités des pays du nord. Un recensement des publications en sciences de l'éducation a mis en lumière deux faits frappants : 95% des articles dans les revues jordaniennes sont publiés par des auteurs jordaniens ; à l'inverse, 11% des auteurs égyptiens et 35% des Koweïtiens publient hors de leurs pays

²⁰ Wolfe (1990) définit ces idéaltypes de la façon suivante : le modèle expérimental est généralement « caractérisé par des phrases courtes, un style elliptique, une densité de vocabulaire scientifique spécialisé, une pluralité d'auteurs, des tableaux et des formules et un usage intensif de verbes à la voix passive », tandis que le modèle littéraire se caractérise par « un développement plus lent des idées, un recours plus fréquent aux incises, moins de souci de concision, des auteurs écrivant seuls, un style personnel, l'usage de la première personne, le recours à la métaphore, et des stratégies rhétoriques plus complexes » (Wolfe, 1990 : 479).

²¹ Pour le cas du Liban, voir Kabbanji (2009).

²² Selon Mona Abaza (2010), les enseignants de l'Université du Caire gagnent 20 fois moins que leurs collègues de rang équivalent à l'Université Américaine du Caire.

respectifs (Maloof, 2009).

La marginalité de la production en langue arabe sur la scène globale s'accompagne d'une invisibilité dans les forums scientifiques internationaux. Peu d'universitaires du monde arabe fréquentent les congrès internationaux. Les universités nationales offrent rarement des financements pour y participer. Il n'y avait respectivement que 5, 7 et 10 participants aux congrès de l'Association internationale de sociologie à Madrid (1990), Bielefeld (1994) et Montréal (1998). Si la recherche en sciences sociales en langue arabe est périphérique dans les circuits globaux du savoir, c'est dû au caractère non hégémonique de la langue (l'arabe) plus qu'aux questions, perspectives et paradigmes de ces travaux.

Finalement, certaines universités locales sont conscientes de l'importance de tenir compte dans leur évaluation des publications locales et des publications internationales. Par exemple, l'Université de Bir Zeit (Ramallah, Cisjordanie) distingue la diffusion scientifique de la production des résultats de la recherche. Pour évaluer la diffusion scientifique, les candidats à une promotion sont invités à citer tous les titres de leurs publications et de leurs conférences adressées à un grand public, tandis que la production des résultats de la recherche concerne les revues et ouvrages académiques et la participation à des rencontres académiques.

Conclusion

Cet article a montré le rôle du système de promotion universitaire dans l'orientation de la recherche menée par les enseignants et a éclairé le mécanisme de la formation des élites universitaires. Vecteur essentiel de la production scientifique, la publication cristallise les liens particuliers tissés entre les aspects institutionnels (les systèmes de classement au sein de l'université et le financement par les donateurs) et cognitifs (type de savoirs) caractéristiques du champ. Comprendre les pratiques scientifiques va de pair avec l'analyse des relations particulières entre les modalités d'institutionnalisation et les caractéristiques du savoir produit. Les agences de financement et les universités exercent un contrôle considérable sur les sciences sociales. L'État promeut les loyaux et criminalise les opposants (Abaza, 2010), et quelques fois entrave les « sciences nationales » (Kabbanji, 2009), et les laisse à la merci de l'agenda des financeurs. Exposés à ces cadres institutionnels, et aux contraintes économiques, les sociologues s'autocensurent.

J'ai montré que le système de promotion dans certaines universités, spécialement dans les universités d'élite, pousse dans le sens d'une définition étroite des critères utilisés. Cela a contribué au retrait de l'université de l'espace public. Les critères d'évaluation de la recherche et le système de classement des publications influencent les programmes de recherche et découragent les chercheurs à associer recherche critique et académique et préoccupation experte et publique. Les enseignants sont incités à standardiser leur manière de faire de la recherche et à publier principalement dans des revues à comité de lecture anglophones. En suivant la distinction établie



par Bourdieu (1984), ces revues publient plus souvent des points de vue orthodoxes et approuvés par les institutions, que des points de vue « hérétiques ».

Alors que les sciences sociales tendent vers un certain universalisme, les trajectoires peuvent être différentes pour y parvenir. La logique de la découverte scientifique est scandée par des ruptures épistémologiques et des mutations de paradigmes. Mais il est plus difficile à un chercheur du sud d'y contribuer. La relation des sociologues à leur pratique est en effet habituellement médiatisée par des valeurs, des attitudes, des représentations, qui sont souvent loin des normes formelles de vérification.

Un chercheur local a le droit de choisir le style qu'il souhaite, d'utiliser des métaphores locales qui n'ont pas forcément de traduction, de citer les auteurs qu'il apprécie dans une revue de la littérature, qu'ils soient locaux, du sud ou du nord. Les revues à haut impact devraient adopter une approche multiculturelle pour autoriser une diversité de concepts et de styles – bien sûr, pas dans le sens de concepts arabes pour décrire des phénomènes arabes. Pour employer les termes de Kenway et Fahey (2009/2), la question est de savoir comment ces revues peuvent encourager le développement d'imaginaires globales « défiantes » et de communautés capables de penser la complexité d'*être* et de *devenir*, dans un monde de la recherche gouverné de façon croissante par une rationalité réductrice.

En bref, le système de promotion intériorise l'hégémonie des sciences sociales du nord, creusant le fossé entre les sociologues arabes. Les pays du sud, dominés dans la division du travail scientifique, produisent ainsi une science périphérique (Losego et Arvanitis, 2008) et des visions périphériques (Cornell, 2009), renforçant la « dépendance académique » (Alatas, 2003). Ce système de classement freine l'émergence d'une production sociologique autonome, en la marginalisant et en décourageant tout travail plus conséquent (Appdurai, 2000 : 3). Le travail de Wiebke Keim (2008) sur la marginalité des sciences sociales du sud est particulièrement éclairant. Pour Keim, le système de classement cache une perspective évolutionniste qui continue à prévaloir malgré les désillusions et le travail de déconstruction postmoderne, et qui crée des hiérarchies entre les objets de la recherche, comme entre les lieux de la production sociologique : les succès des sciences sociales du sud dépendent de leur capacité à se mettre au niveau des sciences du nord. L'internationalisation des sciences sociales n'est que le processus de sa modernisation/occidentalisation (Keim, 2008 ; Oommen, 1991 : 7)

Toutefois, cette dépendance n'est pas inévitable et il y a des exceptions notables. S'il y a une dépendance structurelle que le tiers monde a du mal à modifier, il existe une « dépendance optionnelle », selon les termes de Mounir Bashshur²³, que les universitaires peuvent défier ; Keim (2011) fournit un exemple très éclairant de ce qu'elle a appelé un courant contre hégémonique dans la sociologie internationale, avec le développement des études sur le monde du travail en Afrique du sud. Le trait central de ses travaux est le refus de se plier à la vulgate commune, moins par le

23 Entretien avec l'auteur.

biais de discussions théoriques ou de critique explicite, que par celui de formes spécifiques de pratique scientifique.

Dans l'Afrique du sud des années 1970, l'opposition politique était bannie et la seule force importante contre l'apartheid dans le pays était les syndicats noirs qui avaient émergé après les grèves de Durban de 1973. Les intellectuels progressistes dans les universités anglophones libérales sont entrés en contact avec le mouvement ouvrier et ont initié des programmes de recherche et d'enseignement en soutien aux syndicats noirs, initiant la première phase de développement contre hégémonique. Les *Labour service organizations* (LSO) des ONG basées dans les universités ont joué un rôle essentiel. Leur localisation dans les campus était due au fait que les universités libérales offraient un environnement relativement sûr pour des activités oppositionnelles dans le contexte de l'apartheid. Bien plus, les universités fonctionnaient comme des institutions faisant du « blanchiment d'argent » selon les termes ironiques de certains sociologues, canalisant des financements des mouvements de solidarité anti-apartheid vers le mouvement ouvrier ou les utilisant pour apporter une aide sous la forme de recherche sur demande ou de formation syndicale, (Keim, 2011 : 132).

Dans la région, le sillon de la dépendance est encore fort, malgré quelques exceptions. Nous voyons à l'AUB poindre à l'horizon un espoir. Des débats émergent parmi les enseignants depuis la création du Centre de service communautaire et d'engagement civique. De nouveaux règlements, annoncés par le président en juin 2009, ont insisté sur le fait que les commissions pour la promotion des enseignants devaient tenir compte non seulement de la quantité mais aussi de la qualité de la production scientifique. Toutefois, plus d'effort devrait encore être fait pour connecter cette production et l'université avec les sociétés locales et régionales, et ne pas entraver l'ancrage des universitaires dans leur milieu social. Les ressources institutionnelles sont très importantes pour l'arabisation des sciences sociales : un département de publication peut faciliter la publication en langue arabe en assurant des financements aux enseignants pour publier en arabe ou grâce à une coopération avec des éditeurs locaux.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABAZA M., 2010, « Social sciences in Egypt: The swinging pendulum between commodification and criminalization », in M. BURAWOY *et al.* (eds), *Facing an Unequal World: Challenges from Sociology*, vol. III, Sydney, International Association of Sociology, p. 187–212.
- ALATAS S.F., 2001, « The study of the social sciences in developing countries: Towards an adequate conceptualisation of relevance », *Current Sociology* 49 (2), p. 1-27.
- 2003, « Academic dependency and the global division of labour in the social sciences », *Current Sociology* 51(6), p. 599–613.
- AL-EID R., 2009, *Awan is Publishing a Report of the Academic Delegation on the Private Arab Universities, Kuwait*. Available at: [www.awan.com/pages/university/206576] (in Arabic).



- APPADURAI A., 2000, « Grassroots globalization and the research imagination », *Public Culture* 12(1), p. 1–19.
- ARVANITIS R. and GAILLARD J. (eds), 1992, Science indicators in developing countries. Paper presented at the International Conference on Science Indicators in Developing Countries, ORSTOM/CNRS, UNESCO, Paris, 15-19 October.
- BADAWI A.M., 2009, *Social Dimensions of Producing and Acquiring Knowledge: The Current State of Sociology in Egyptian Universities*, Beirut, Centre for Arab Unity Studies (in Arabic).
- BALQIZ A.-E., 1999, *The End of the Advocator*, Beirut, Markaz al-Thaqafi al-Arabi (in Arabic).
- BOK D., 2003, *Universities in the Marketplace: The Commercialization of Higher Education*, Princeton, NJ, Princeton University Press.
- BOURDIEU P., 1984, *Homo Academicus*, Paris, Minuit.
- BURAWOY M., 2005 2004, « ASA presidential address: For public sociology », *American Sociological Review* 70(1), p. 4-28.
- CLARK B.R., 1998, *Creating Entrepreneurial Universities: Organizational Pathways of Transformation*, Oxford, International Association of Universities and Elsevier Science.
- CONNELL R., 2009, « Peripheral visions: Beyond the metropole », in J. KENWAY and J. FAHEY (eds) *Globalizing the Research Imagination*, Abingdon, Routledge, p. 53-72.
- DiMAGGIO P.J. and POWELL W.W., 1983, « The iron cage revisited: Institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields », *American Sociological Review* 48(2), p. 147-160.
- ETZKOWITZ H. and LEYDESDORFF L., 2000, « The dynamics of innovation: From national systems and ‘Mode 2’ to a triple helix of university–industry–government relations », *Research Policy* 29(2), p. 109-123.
- HANEY D.P., 2008, *The Americanization of Social Science: Intellectuals and Public Responsibility in the Postwar United States*, Philadelphia, PA, Temple University Press.
- HARB A., 1996, *Illusions of the Elite or Criticism of the Intellectuals*, Beirut, Markaz al-Thaqafi al-Arabi (in Arabic).
- JU’EIT H., 2001, *Crisis of Islamic Culture*, Beirut, Dar al-Tali’a (in Arabic).
- KABBANJI J., 2009, Perspectives of the social scientific research in Lebanon in a ‘globalized’ context: Conditions and limitations, Paper presented at the Arab Regional Conference on Higher Education, Cairo, June.
- KAWAR A., 2008, George Habash: Testimony of an Uprooted Palestinian, available at: [palestinethinktank.com/2008/02/01george-habash-testimony-of-an-uprooted-palestinian/].
- KEIM W., 2008, Social sciences internationally: The problem of marginalisation and its conséquences for the discipline of sociology », *African Sociological Review* 12(2), p. 22-48.
- 2011, « Counterhegemonic currents and internationalization of sociology. Theoretical reflections and an empirical example », *International Sociology* 26(1), p. 123-145.

- KENWAY J. and FAHEY J., 2009, « Introduction », in J. KENWAY J and J. FAHEY (eds), *Globalizing the Research Imagination*, Abingdon, Routledge.
- KIRP D.L., 2003, *Shakespeare, Einstein, and the Bottom Line: The Marketing of Higher Education*, Cambridge, MA, Harvard University Press.
- KNIGHT J., 2008, « Internationalisation of higher education in the 21st century: Concepts, rationales, strategies and issues », in S. KAUR, M. SIRAT and N. AZMAN (eds), *Globalisation and Internationalisation of Higher Education in Malaysia*, Pulau Pinang, Malaysia, Penerbit Universiti Sains Malaysia, p. 22-50.
- LARÉDO P., LERESCHE J.-P. and WEBER K. (eds), 2009, *L'Internationalisation de la recherche et de l'enseignement supérieur. France, Suisse et Union européenne*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- LEE E.R., MARTIN W.J., SONNTAG H.R., TAYLOR P.J., WALLERSTEIN I. and WIEVIORKA M., 2005, From national dilemmas to global opportunities. MOST papers: Social Science and Social Policy.
- LIGHTMAN A., 2008, The Role of the Public Intellectual. Available at: [web.mit.edu/comm-forum/papers/lightman.html].
- LOSEGO P. and ARVANITIS R., 2008, « Science in non-hegemonic countries », *Revue d'Anthropologie des Connaissances* 2(3), p. 343-350.
- MAALOOF R., 2009, Characteristics of the database of Arab Educational Information Network 'Shamaa'. Unpublished paper.
- MAMDANI M., 2007, *Scholars in the Marketplace: The Dilemmas of Neo-Liberal Reform at Makerere University, 1989-2005*, Dakar, Codesria.
- MAREZOUKI N., 2004, « Théorie et engagement chez Edward Saïd », *La Revue Mouvements supplément électronique*. Available at: [www.cairn.info/revue-mouvements-2004-3-page-162.htm].
- MYNTTI C., ZURAYK R. and MABSOUT M., 2009, Beyond the walls: The American University of Beirut engages its communities. Paper presented at the Arab Regional Conference on Higher Education, Cairo, June.
- OOMMEN T.K., 1991, Internationalization of sociology: A view from developing countries », *Current Sociology* 39(1), p. 67-84.
- RINGER K.F., 1991, *Fields of Knowledge: French Academic Culture in Comparative Perspective, 1890-1920*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ROMANI V., 2009, The Politics of Higher Education in the Middle East: Problems and Prospects, Crown Centre for Middle Eastern Studies, Middle East Brief, Available at: [www.brandeis.edu/crown/publications/meb/MEB36.pdf].
- SABOUR M., 1988, « Homo Academicus Arabicus », Publications in *Social Sciences* 11, Joensuu, Finland, University of Joensuu.
- SLAUGHTER S., 1993, « Beyond basic science: Research university presidents' narratives of science policy », *Science, Technology and Human Values* 18, p. 278-302.
- SOROS G., 2002, *George Soros on Globalization*, New York, Public Affairs.
- STEVENS M., ARMSTRONG E. and ARUM R., 2008, « Sieve, incubator, temple, hub: Empirical and theoretical advances in the sociology of higher education », *Annual Review of Sociology* 34, p. 127-151.



- STIGLITZ J.E., 2002, *Globalization and its Discontents*, New York, WW Norton.
- SULTANA R., 1999, « The Euro-Mediterranean region and its universities: An overview of trends, challenges and prospects », *Mediterranean Journal of Educational Studies* 4(2), p. 7-49.
- TOURAINÉ A., 1981, *The Voice and the Eye: An Analysis of Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press.
- UNDP (United Nations Development Programme), 2003, Arab Human Development Report 2003: Building a Knowledge Society, New York: UNDP, Regional Bureau for Arab States. Available at: [hdr.undp.org/en/reports/regionalreports/arabstates/name,3204,en.html].
- UNDP (United Nations Development Programme), 2009, Arab Human Development Report 2009: Challenges to Human Security in the Arab Countries. New York: UNDP, Regional Bureau for Arab States. Available at: [hdr.undp.org/en/reports/regional/arabstates/name,3442,en.html].
- UYS T., 2009, Resistance to rating: Resource allocation, academic freedom and citizenship. Paper presented at the International Sociological Association's Conference Challenges for Sociology in an Unequal World, Taiwan, 23-25 March.
- WAAST R. (ed.), 1996, *Les Sciences au sud – état des lieux. Les sciences hors d'Occident au XX^e siècle*, Vol. 6. Paris: Orstom.
- WIEVIORKA M., 2000, « Sociologie postclassique ou déclin de la sociologie? », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 108 (janvier-juin), p. 5-35.
- WOLFE A., 1990, « Books vs articles: Two ways of publishing sociology », *Sociological Forum* 5(3), p. 466-489.
- YEW K.L., 2009, Globalizing the Research Imagination through Building South–North Dialogues: A Southern Perspective on the Politics of Cultural Globalization in English Language Use. Available at: [www.globalautonomy.ca/global1/position.jsp?index=SN_Koo_Malaysia.xml].
- ZUGHOUL M., 2000, « The language of higher education in Jordan: Conflict, challenges and innovative accommodation », in R. SULTANA (ed.), *Challenge and Change in the Euro-Mediterranean Region: Case Studies in Educational Innovation*, New York, Peter Lang.
- ZUREIK C., 1948, *The Meaning of the Nakba*, Beirut, Dâr al'ilm lil malayîn.